



**17 septembre 2015**

## **Introduction**

**Marcel Roncin**

Bonjour à tous,

Je vous remercie de votre présence à l'occasion de cette nouvelle séquence du cycle d'événements organisés par l'AFTI et le CEJEC, le Centre d'Etudes Juridiques Européennes et Comparées, sur le thème général :

*"Les réformes de la régulation financière  
dans l'Union européenne après la crise"*

Il s'agit de la quatrième conférence de ce cycle cette année. Elle a été précédée :

- le 26 mars par un débat sur l'esprit, les enjeux et la méthode de la régulation financière dans l'Union européenne
- le 16 avril, par des réflexions sur la résolution dans les structures bancaires et financières
- Le 4 juin par des travaux sur les infrastructures de marché, les instruments financiers et la protection des investisseurs après MIF II / MIFIR

Nous traiterons cet après-midi de *"l'articulation entre les autorités européennes de surveillance, nées des travaux du groupe de La Rosière, et les régulateurs nationaux"*

Jacques de La Rosière et son GT en répondant à la demande du Président de la Commission européenne, ont réalisé un travail particulièrement difficile - il fallait en effet identifier les

défaillances des dispositifs de surveillance européens existants en 2008, lesquels avaient été balayés par la violence de la crise, la complexité des produits financiers, et l'émergence de facteurs nouveaux de dislocation des marchés financiers ,

Ils ont également été invités à proposer rapidement des solutions fortes, voire radicales pour renforcer durablement la stabilité et l'efficacité du système financier européen, et convaincre par-là les marchés que la situation allait se stabiliser.

Or, travailler en pleine tempête n'est généralement pas propice à la sérénité ni à une bonne vision de l'avenir. Cela n'a pas empêché Jacques de la Rosière de présenter dès février 2009 ses conclusions à la Commission, laquelle a obtenu un accord des colégislateurs en novembre 2010.

Ces conclusions portaient brièvement :

- sur l'établissement d'un nouveau calendrier de réglementation
- sur l'exercice d'une surveillance mieux coordonnée, macro et micro prudentielle
- sur l'institution de procédures efficaces de gestion des crises.

Il en est notamment résulté la création d'un système de surveillance micro et macroprudentielle associant les autorités européennes et nationales.

Au plan européen, trois autorités de surveillance (EBA, ESMA et EIOPA) sont en charge de la dimension microprudentielle. Elles ont été conduites à travailler en réseau avec les régulateurs nationaux. Ce travail en commun permet de renforcer la coopération et les échanges d'informations, facilite les solutions européennes aux questions transfrontières et vise à une meilleure cohérence dans l'application des textes.

La dimension macroprudentielle de la surveillance est assurée par le Conseil européen du risque systémique créé en 2010.

Un rapport de la Commission d'août 2014 au Parlement et au Conseil européen sur le fonctionnement des autorités de surveillance rend compte d'un bon fonctionnement du dispositif, tout en révélant la nécessité d'optimiser le dispositif à court et moyen terme.

\*\*\*\*

Dans le même ordre d'idée, des initiatives ont été prises pour favoriser l'émergence d'un système bancaire plus résilient, capable d'assurer une meilleure protection des épargnants alors que la crise de la Dette commençait à menacer la zone euro, j'ai cité l'Union Bancaire.

Cette protection passe par un single rulebook qui vise l'ensemble des intermédiaires installés dans l'Union Européenne. Et définit notamment les exigences en fonds propres pour les banques ET LE CADRE DE RE/RE pour les établissements défaillants.

Concernant les pays partageant l'euro, décision a été prise, compte tenu de leur interdépendance, d'instaurer en outre un double mécanisme, le MSU en octobre 2013, pour la supervision, et le MRU en juillet 2014 pour la résolution des banques.

Enfin, un fonds de résolution bancaire unique a été institué.

L'intérêt de nos débats portera notamment sur le fonctionnement de ces diverses instances et sur leur efficacité globale au regard des besoins exprimés.

Nous ne sommes sans doute pas encore au stade d'une organisation définitive, même si les choses se précisent. La question est de savoir de quel dispositif de supervision nous avons besoin à terme (national et européen ? seulement européen ?